\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Minister of Interior
Ministry of Interior
25, El Sheikh Rihan Street
Bab al-Louk, Cairo
Arab Republic of Egypt

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Monsieur le Ministre,

**Je déplore vivement l’arrestation et la détention arbitraires de ressortissant·e·s soudanais en Égypte uniquement en raison de leur statut migratoire, et leur retour forcé au Soudan, où un conflit armé interne fait rage depuis avril 2023**. Ces expulsions illégales ont lieu sans évaluation individualisée des risques ni possibilité de demander l’asile. Des dizaines de milliers de réfugié·e·s soudanais sans papiers, y compris celles et ceux qui sont en attente de rendez-vous avec le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), risquent également d’être placés en détention arbitraire et renvoyés de force au Soudan.

Depuis septembre 2023, la police et les gardes-frontières égyptiens procèdent à des arrestations massives de réfugié·e·s soudanais en raison de leur statut migratoire, le HCR signalant l’expulsion d’au moins 3 000 personnes au cours de ce seul mois. Depuis septembre 2023, des policiers, principalement en civil, effectuent des contrôles d’identité de masse ciblant les personnes noires au Caire et à Guizeh, arrêtant celles qui ne peuvent pas présenter de documents d’identité ou de permis de séjour valides. Dans le gouvernorat d’Assouan, les réfugié·e·s soudanais risquent d’être arrêtés lorsqu’ils voyagent ou montent à bord d’autobus, dans les rues de la ville d’Assouan et dans ses environs, dans des zones isolées limitrophes du Soudan et dans les hôpitaux publics lorsqu’ils reçoivent des soins pour des blessures subies lors d’accidents de la route durant leur trajet du Soudan vers l’Égypte. Les personnes arrêtées sont ensuite détenues dans des postes de police, des camps de police antiémeute et d’autres installations de fortune telles que des entrepôts et des écuries à l’intérieur de sites militaires à travers le gouvernorat, pendant des périodes allant de quelques jours à six semaines, avant d’être expulsées de force. Les détenu·e·s sont soumis à des conditions de détention cruelles et inhumaines, notamment au surpeuplement, et au manque d’assainissement et de nourriture adéquate, et se voient refuser l’accès à des soins de santé.

Ces arrestations et expulsions de masse surviennent après le décret adopté par le Premier ministre le 29 août 2023, exigeant que tous les ressortissant·e·s étrangers en Égypte régularisent leur statut par le biais de parrainages égyptiens et du paiement d’amendes. Cela se produit également dans un contexte de discours racistes et xénophobes croissants dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux, et de déclarations de hauts responsables sur le fardeau économique que représente pour l’Égypte l’accueil de réfugié·e·s.

**Je vous exhorte à mettre immédiatement fin à toutes les expulsions collectives vers le Soudan et à respecter le principe de «non-refoulement» en ne transférant personne vers un pays comme le Soudan où il existe un risque réel de violations graves des droits humains. Je vous demande également de mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires de ressortissant·e·s soudanais uniquement motivées par leur statut migratoire ; et de libérer immédiatement toutes les personnes détenues arbitrairement. En attendant leur libération, veillez à ce qu’elles soient détenues dans des conditions conformes aux normes internationales sur le traitement des prisonniers et qu’elles aient accès à leur famille, à leurs avocats et à tous les soins médicaux dont elles pourraient avoir besoin.**

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l’expression de ma haute considération.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Copie**

Ambassade de la République Arabe d'Egypte, Elfenauweg 61, 3006 Berne

Fax: 031 352 06 25, E-mail: eg.emb.bern@gmail.com ; (embassy.bern@mfa.gov.eg) / FB: eg.bern.embassy